



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - Fixation du produit 2023 - Adoption

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1^{er} janvier 2018. Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La GEMAPI recouvre les missions suivantes :

- L'aménagement de bassin hydrographique pour la gestion, la création ou la restauration des zones de rétention des crues et de mobilité des cours d'eau ;
- L'entretien des cours d'eau, notamment la gestion des embâcles, des atterrissements et de la végétation pour réduire le risque inondation dans les traversées urbaines et garantir le niveau de sûreté des ouvrages de protection du territoire (digues, barrages, ...) et pour contribuer au bon état écologique des cours d'eau ;
- La construction et l'exploitation des aménagements de protection contre les inondations et la submersion marine ;
- La protection, la gestion et la restauration des milieux aquatiques : cours d'eau, zones humides, lagunes, lido et les travaux de continuité écologique.

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la GEMAPI. Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence.

Depuis 2005 et la compétence historique de « *Lutte contre les inondations* », renforcée par la compétence GEMAPI de 2018, plus de 35 000 personnes sont protégées par les ouvrages construits par la collectivité. Montpellier Méditerranée Métropole possède le plus grand parc d'ouvrages classés de la Région Occitanie, le système d'endiguement du Lez à Lattes étant considéré comme la référence nationale.

Les enjeux se renforcent chaque année sur les missions majeures concernant la gestion des milieux aquatiques, l'amélioration nécessaire de la résilience de ces milieux face aux effets du changement climatique, et le fait que la restauration de ces milieux constitue un volant majeur des mesures compensatoires GEMAPI désormais requises pour les projets d'aménagements ou d'infrastructures sur le territoire.

Ainsi, les dépenses relevant de la compétence GEMAPI sur la durée du mandat de 2021-2026 s'élèvent dorénavant à 64 M€ TTC. Les recettes prévisionnelles issues des dispositifs financiers des contrats Grand Cycle de l'Eau et des PAPIs étant estimées à 16 M€ TTC sur cette même période, le reste à charge pour la collectivité s'élève à 48M€ TTC.

Au regard de l'évolution de la programmation pluriannuelle d'investissement et de financement de cette compétence, il apparaît nécessaire de faire évoluer le produit. Il est proposé de le porter à 8M€ en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De fixer le produit de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations à huit millions d'euros pour l'exercice 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-225279-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.